

Communiqué de presse

Zurich, le 16 avril 2025

Menace de récession, perspectives moroses pour les entreprises : les droits de douane américains pèsent sur le moral des CFO

Après un mois de mars positif, le mois d'avril est secoué par des turbulences. Le moral des CFO suisses s'est nettement dégradé ces derniers jours, [comme le montre la toute dernière enquête de Deloitte auprès des CFO](#). Qu'il s'agisse des prévisions conjoncturelles suisses, des perspectives pour les principaux partenaires commerciaux ou des attentes des entreprises, l'indicateur de tendance pointe systématiquement vers le bas. Les CFO voient actuellement dans l'Inde une lueur d'espoir.

L'enquête semestrielle réalisée par le cabinet de conseil et d'audit Deloitte auprès des CFO met en lumière des revirements de situation extrêmes : si les CFO suisses étaient encore très optimistes au mois de mars, l'annonce du 2 avril concernant les droits de douane américains a fortement ébranlé leur moral. Face aux soubresauts de la politique commerciale internationale, Deloitte a, pour la première fois, mené l'enquête de printemps en deux vagues successives (première vague : du 27 février au 21 mars, seconde vague : du 7 au 14 avril).

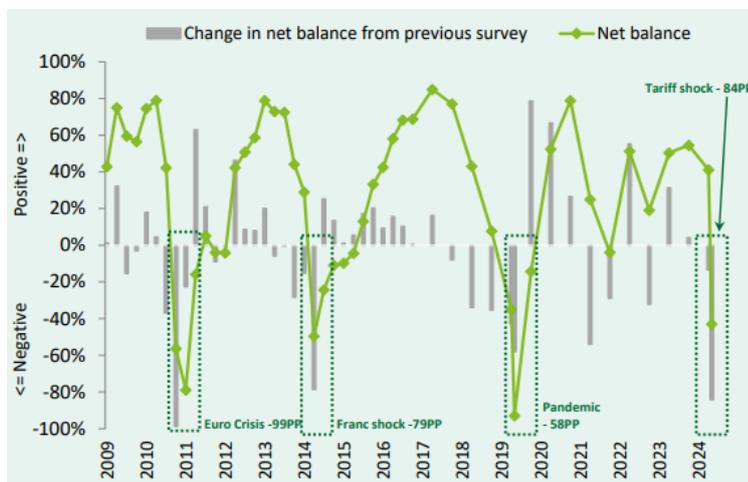


Figure 1 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse à partir de 2009, en soldes nets : évaluations positives, nettes des évaluations négatives

Il ressort de cette enquête que les perspectives économiques pour la Suisse se sont considérablement assombries : avec un recul de 84 points de pourcentage entre la vague de mars et celle d'avril, il s'agit de l'une des plus fortes chutes depuis la première édition de l'enquête, en 2009 (voir figure 1). Seuls 15% des CFO interrogés s'attendent à une évolution positive. 58% anticipent une évolution négative, voire très négative (pour rappel : 61% d'opinions positives et 6% d'opinions négatives à l'automne 2024).

Des prévisions négatives sur presque toute la ligne du côté des CFO américains

Les prévisions de l'évolution de la conjoncture sont mauvaises non seulement pour la Suisse, mais aussi pour ses trois principaux partenaires commerciaux. En Allemagne, 81% des personnes interrogées anticipent une évolution négative, voire très négative, contre seulement 6% qui se déclarent optimistes. Le tableau est plus nuancé en Chine, où 64% des sondés s'attendent à une évolution négative et 13% à une évolution positive. Les prévisions conjoncturelles pour les États-Unis sont les plus pessimistes des quatre pays étudiés, puisque 89% des CFO interrogés redoutent une évolution négative de la conjoncture et s'attendent à une récession de l'économie américaine. Seuls 2% tablent sur une évolution positive. L'enquête de mars avait déjà révélé un effondrement

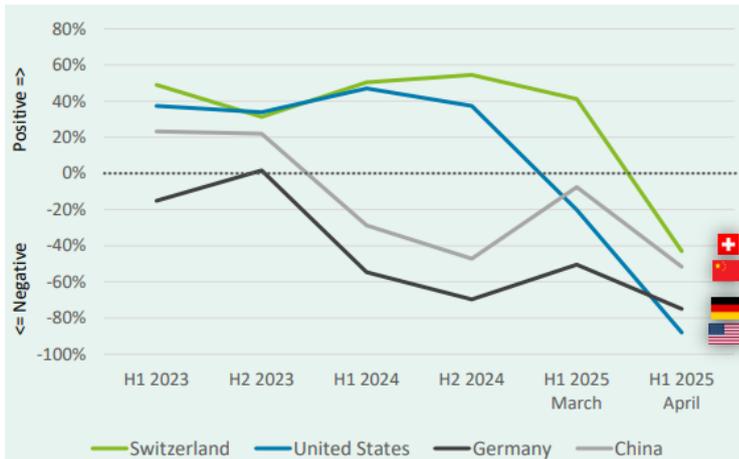


Figure 2 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse et ses principaux partenaires commerciaux

mois. Alors qu'en mars, 61% des sondés jugeaient l'évolution positive (contre 18% d'évaluation négative), en avril, c'est-à-dire quelques jours plus tard, le tableau était tout autre : seuls 23% des CFO interrogés jugeaient positives les perspectives pour leur entreprise, tandis que 43% tablaient sur une évolution négative – soit le second plus gros écart entre les valeurs positives et négatives jamais observé depuis 2014, la première année où cette question a été posée.

À la question de savoir comment les chiffres clés de l'entreprise vont évoluer au cours des douze prochains mois, les CFO laissent là aussi entrevoir des perspectives moroses : les prévisions en termes de chiffre d'affaires, de marge et d'effectifs s'effondrent, les investissements sont reportés, et d'autres dépenses prévues sont revues à la baisse. Il faut remonter à l'année de la pandémie pour observer pareille réticence chez les entreprises suisses en ce qui concerne les investissements, les dépenses variables et le recrutement de personnel.

Une lueur d'espoir : l'Inde

Le pessimisme généralisé des entreprises et l'environnement international tourmenté représentent un défi majeur pour les entreprises suisses. En ce qui concerne les principales nations commerciales, la majorité des personnes interrogées s'attendent à une détérioration de la situation des affaires (voir figure 3). Alors qu'en mars, les attentes pour la Suisse étaient encore majoritairement positives, en avril, l'Inde reste la seule lueur d'espoir, et ce, alors que de nombreuses entreprises

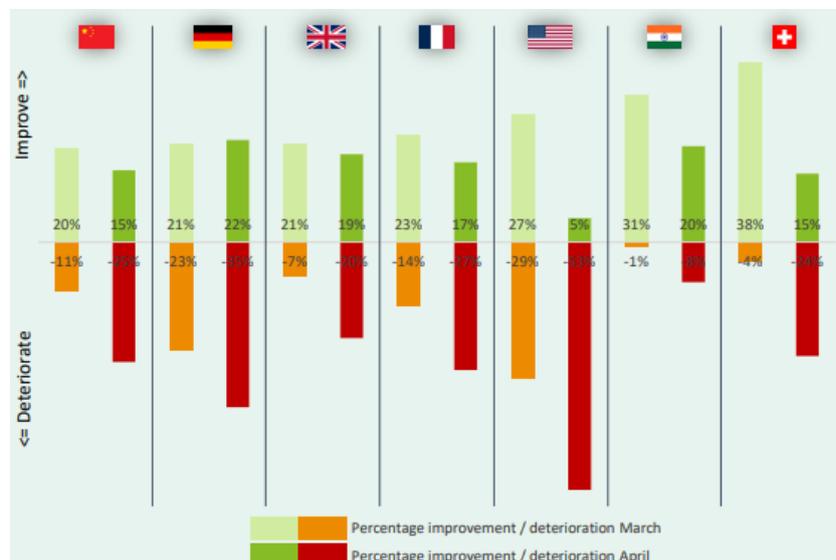


Figure 3 : Amélioration ou détérioration attendue de la situation des affaires pour les entreprises suisses

interrogées n'y opèrent même pas encore. En ces temps d'incertitude, l'accord de libre-échange signé avec l'Inde offre aux entreprises, en ces temps incertains, de belles opportunités pour prendre pied sur de nouveaux marchés et diversifier leur portefeuille d'exportation.

L'évolution des droits de douane et des restrictions commerciales a aussi un impact sur les chaînes d'approvisionnement : 72% des CFO interrogés déclarent vouloir prendre des mesures pour se tenir prêts à affronter la situation. Le secteur d'investissement le plus souvent cité (37%) est la technologie, notamment pour obtenir rapidement une vision transparente des droits de

des attentes, mais le recul s'est encore accentué après l'annonce des droits de douane américains. Par rapport à l'enquête d'automne 2024, une nette détérioration se dégage pour les quatre pays sous revue, sans exception (voir figure 2).

Les prévisions des CFO pour leur propre entreprise brossent un tableau tout autant pessimiste

Point notable : les CFO interrogés évaluent très négativement les perspectives financières de leur propre entreprise pour les douze prochains

douane à payer. Des réductions de coûts sont également prévues dans d'autres domaines (34%). 28% des entreprises ont exprimé leur volonté de réagir par un réajustement de leurs prix de vente. Afin de réduire les coûts ou de simplifier les processus logistiques, 17% des sondés ont également évoqué la possibilité de recourir à des délocalisations vers d'autres pays.

Une volatilité qui complique les perspectives et la planification des entreprises

Malgré le report de la plupart des droits de douane américains, les incertitudes restent très fortes. Un retour rapide à des perspectives plus optimistes n'est pas envisageable à l'heure actuelle. Michael Grampp, économiste en chef chez Deloitte Suisse : « Si aucun accord n'est trouvé avec les États-Unis dans le délai de 90 jours, la Suisse pourrait ne pas être épargnée par la menace d'une récession. »

Concernant l'enquête auprès des CFO de Deloitte

[La 49^e enquête en ligne menée auprès des CFO suisses](#) s'est déroulée pour la première fois en deux vagues. La première vague a eu lieu entre le 27 février et le 21 mars 2025. Quelque 120 CFO représentant tous les principaux secteurs et travaillant dans des entreprises cotées et non cotées y ont participé. En raison des développements de la politique commerciale américaine, une deuxième vague d'enquête succincte portant sur les répercussions possibles des droits de douane sur l'économie suisse a été organisée entre le 7 et le 14 avril 2025. 65 CFO ont participé à cette deuxième vague.

Contact : Michael Wiget
Responsable Communication Externe
Tél. : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

Contact : Kevin Capellini
Communication externe
Tél. : +41 58 279 59 74
E-mail : kcapellini@deloitte.ch

Deloitte Suisse

Deloitte offre des services intégrés en Audit & Assurance, Tax & Legal, Strategy, Risk & Transaction Advisory et Technology & Transformation. Nous associons notre vision et nos capacités d'innovation dans de multiples disciplines à notre connaissance du monde des affaires et de l'industrie pour accompagner nos clients dans leur trajectoire vers l'excellence, partout dans le monde. Avec environ 2'700 collaborateurs répartis sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et à des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte North and South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL) qui emploie plus de 460'000 collaborateurs dans plus de 150 pays.

Note à la rédaction

Dans la présente information aux médias, la désignation Deloitte fait référence aux filiales suisses de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NSE LLP ne fournissent pas elles-mêmes de services aux clients. Pour une description de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Les informations contenues dans cette information aux médias étaient correctes au moment de l'envoi.



© 2025 Deloitte SA